

Concession

2 février 2015 à 21:26

EDITORIAL

Il y a, dans cette position du «ni-ni», vers laquelle penche Nicolas Sarkozy, ou bien une abyssale mauvaise foi ou bien une candeur encore plus inquiétante. Ainsi l'UMP devrait refuser de choisir entre la gauche et le Front national dans l'élection partielle du Doubs, alors même que son candidat a été éliminé au premier tour. Autrement dit, ces deux courants, ces deux forces politiques sont mises exactement sur le même plan. Autrement dit, on assimile très officiellement ceux qui ont aboli la peine de mort et ceux, comme le Front national, qui veulent la rétablir. Ceux qui veulent rester dans l'Europe et ceux qui veulent en sortir. Ceux qui veulent maintenir la tradition du droit du sol en matière de nationalité et ceux qui veulent la supprimer. Ceux qui veulent réguler de manière raisonnable l'immigration et ceux qui veulent la ramener à zéro, ce qui reviendrait, si par malheur cette politique était appliquée, à instaurer en France un Etat policier dirigé contre les étrangers. D'un côté une force républicaine qu'on peut contester - c'est le rôle de l'opposition -, de l'autre un programme de fer largement xénophobe et dangereux pour les libertés publiques. Qui peut croire à cette fausse symétrie ? Il peut s'agir aussi, hypothèse plausible, de récupérer au profit de l'UMP les voix tombées dans l'escarcelle de Marine Le Pen. L'opération avait réussi en 2007. En agitant le thème de l'identité nationale, le candidat Sarkozy avait repris plusieurs points sur le Front national. Mais depuis, alors même que la droite de l'UMP va de concession sémantique en reddition idéologique envers le nationalisme, le Front national ne cesse de progresser, souvent au détriment de la droite républicaine. Le «ni-ni» trouve ainsi son véritable sens : ni principes ni intelligence.

Par Laurent Joffrin